

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 05/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FAERCH ANNECY (ex CGL PACK)

ZONE INDUSTRIELLE DES ILES
74330 Epagny Metz-Tessy

Références : 20240620-RAPInspectionFAERCH_PFAS_V3.odt
Code AIOT : 0010800322

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement FAERCH ANNECY (ex CGL PACK), implanté ZONE INDUSTRIELLE DES ILES à Epagny Metz-Tessy. L'inspection a été annoncée le 04/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la découverte d'une contamination aux PFAS des captages d'eau potable de la nappe des Iles, en aval hydraulique de la ZI des Iles, le préfet a demandé par courrier du 12 avril 2023 à la société FAERCH de mener une étude historique et des mesures des rejets d'eaux pluviales et industrielles, ayant pour objectif de déterminer si le site est susceptible d'avoir contribué par ses activités actuelles ou passées à cette pollution. Suite à la réponse de l'exploitant du 20 juin 2023, une demande de compléments a été transmis à l'exploitant par courrier préfectoral du 23 octobre 2023, auquel l'exploitant a commencé à répondre par courrier du 22 décembre 2023.

En parallèle, dans le cadre du plan d'action ministériel PFAS, il a été publié l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à la recherche des substances PFAS dans les rejets aqueux des ICPE à autorisation, afin de mieux connaître la contribution liée aux sites industriels en activité.

La visite de contrôle a pour objectif de faire le point sur le sujet des PFAS et inclut l'action nationale 2024 relative à la recherche des substances PFAS dans les rejets aqueux, consistant en la vérification de la conformité à l'arrêté ministériel PFAS du 20 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAERCH ANNECY (ex CGL PACK)
- ZONE INDUSTRIELLE DES ILES 74330 Epagny Metz-Tessy
- Code AIOT : 0010800322
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site fabrique des emballages thermoformés standard et sur-mesure pour l'industrie agroalimentaire et la santé.

L'entreprise CGL Pack précédemment filiale du groupe PSB Industries a été rachetée en juin 2018 par le groupe danois Faerch Plast. La société a été renommée FAERCH Annecy en 2020.

Ce site est réglementé par un arrêté préfectoral d'autorisation du 14 avril 2011 délivré à la société CGL Pack. Cet arrêté préfectoral d'autorisation faisait suite à une demande d'extension des activités du site. Le changement de dénomination sociale et les modifications impactant certaines rubriques de classement ont été actées par courrier préfectoral en date du 9 février 2021.

Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2024 - PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Résultats des campagnes d'analyse	code de l'environnement, article L511-1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Étude historique	Autre du 12/04/2023, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois
10	Schéma des réseaux d'eau	AP Complémentaire du 14/04/2011, article 2.3	Demande d'action corrective	3 mois
11	Étanchéité de la cuve de collecte des eaux chargées	AP Complémentaire du 14/04/2011, article 2.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
5	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse demandées par l'AM	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Exigences pour les prélèvements dans le cadre des campagnes d'analyse demandées par l'AM	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Déclaration des résultats GIDAF des mesures PFAS demandées par l'AM	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
12	diagnostic de la pollution du sous-sol	Lettre du 23/10/2023	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformité à l'AM PFAS du 20 juin 2023 :

Si l'exploitant a bien réalisé les campagnes de mesures prescrites par l'arrêté ministériel PFAS du 20 juin 2023, il n'a pas établi au préalable la liste des substances PFAS susceptibles d'avoir été utilisées ou rejetées par le site.

Il est donc demandé à l'exploitant de finaliser **dans un délai de 2 mois** la liste des substances PFAS, en réalisant une recherche exhaustive de leur utilisation (produits chimiques, matériel utilisé,...) actuelle et passé.

Concernant les résultats des mesures PFAS, il est demandé à l'exploitant **dans un délai de 2 mois** de rechercher d'où pourraient provenir le PFOS mesuré dans les eaux pluviales ainsi que les composés organiques fluorés présents dans la cuve enterrée.

Pollution aux PFAS des eaux souterraines, réponses aux demandes préfectorales :

L'exploitant a bien réalisé les piézomètres et sondages de sol nécessaires au diagnostic de la pollution du sous-sol. Il est donc actuellement attendu de la part de l'exploitant qu'il transmette à l'inspection les résultats des mesures et leur interprétation **dès réception**.

En revanche, il a été constaté lors de cette visite d'inspection que l'exploitant n'a pas complété son étude historique sur les PFAS. L'exploitant doit donc la compléter et la transmettre à l'inspection

dans un délai de 2 mois.

Enfin, d'autres non-conformités ont été constatées lors de cette visite d'inspection. Il est donc attendu de la part de l'exploitant qu'il mette en œuvre les actions correctives suivantes :

Sous 2 mois :

- mettre à jour et tenir à la disposition de l'inspection l'état des stocks des produits chimiques et dangereux afin que les quantités apparaissent ;
- faire effectuer un test de l'étanchéité de la cuve EU1 ;

Sous 3 mois :

- mettre à jour et tenir à disposition de l'inspection le plan des réseaux d'eau de son établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Pour répondre au courrier préfectoral du 12 avril 2023, l'exploitant a effectué une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS au mois de mai 2023. L'établissement n'ayant pas de rejets d'eaux industrielles, les prélèvements ont été effectués sur les deux exutoires d'eaux pluviales du site, dans la cuve d'eaux industrielles éliminées comme déchets et dans la cuve de collecte des condensats d'extrusion et de silicone dilué, éliminés également comme déchets . <ul style="list-style-type: none">• Les prélèvements du 9/05/2023 ont été effectués en 3 points : regard d'eaux pluviales EP1 sortie camions, regard d'eaux pluviales EP2 entrée camions, cuve EU2 « zone siliconage ». Il s'agissait de prélèvements instantanés, réalisés par l'APAVE, dont les résultats sont les suivants :<ul style="list-style-type: none">• point EP1 sortie camion : 1 ng/l de PFHxA - somme des 20 PFAS=1 ng/l• point EP2 entrée camion : somme des 20 PFAS < LQ de 1 ng/l• point 3 zone siliconage : somme des 20 PFAS < LQ de 10 ng/l• Le prélèvement du 31/05/2023 a été effectué sur le point 4 "eaux chargées" correspondant à la cuve enterrée récupérant les eaux de nettoyage des sols et des travaux de peinture/décapage de la maintenance. Il s'agissait d'un prélèvement instantané, réalisé par l'exploitant lui-même, le prélèvement n'est donc pas accrédité. Les résultats pour la somme des 20 PFAS est de 170 ng/l dont 93 ng/l de PFOS (mais aussi la

présence de plusieurs autres PFAS).

Ces mesures ont montré la présence de PFAS uniquement dans la cuve enterrée. Ces effluents sont collectés et traités comme déchets industriels dangereux.

Les analyses demandées par l'AM PFAS du 20/06/23 ont été réalisées en septembre, octobre et novembre 2023.

Les prélèvements ont été réalisés par APAVE Exploitation (Champagne au mont d'or), il n'a pas été effectué de prélèvement sur 24 heures.

Les analyses ont été exécutées par EUROFINs Hydrologie Centre Est (Venissieux) sur les 28 PFAS.

Les résultats de cette campagne sont les suivants :

	EP1 entrée camions		EP2 sortie camions		EU1 fosse maintenance	
	AOF µg/l	Σ PFAS µg/l	AOF µg/l	Σ PFAS µg/l	AOF µg/l	Σ PFAS µg/l
septembre	7,5	<0,10	<2	<0,10	21	<0,10
octobre	<4	<0,10	<4	<0,10	17,6	<0,10
novembre	<10	<0,10	<4	<0,68 (PFOS)	16,6	<0,10

La fosse EU1 maintenance correspond à la cuve enterrée récupérant les eaux de nettoyage des sols et des travaux de peinture/décapage de la maintenance.

Un prélèvement a eu lieu en septembre dans la cuve EU 2 « zone de siliconage », mais aucune analyse n'a pu être réalisée, l'échantillon étant trop visqueux. Cette cuve collecte les condensats d'extrusion et le silicone dilué. Il n'y a pas eu de nouveau prélèvement dans cette cuve en octobre et novembre.

L'établissement n'ayant pas de rejets d'eaux industrielles, les prélèvements ont été effectués sur deux exutoires d'eaux pluviales du site : EP1 situé à l'entrée des camions sur le site et EP2 situé à la sortie des camions sur le site. Le prélèvement de novembre au niveau d'EP2 a montré la présence de PFOS à une concentration de 0,68 µg/l. Il conviendrait de rechercher d'où pourraient provenir ce PFOS, sachant que depuis 2010, la production, la mise sur le marché et l'utilisation de PFOS sont interdits.

La cuve d'effluents aqueux a également fait l'objet d'analyses, cette cuve n'est pas un point de rejet car ces effluents sont collectés et traités en tant que déchets dangereux.

Les résultats pour la somme des 28 PFAS paraissent inférieurs à la première analyse effectuée en mai. Or cela peut être seulement dû aux limites de quantification utilisées lors de ces 3 analyses qui sont supérieures à celles de l'analyse effectuée en mai 2023. Si les mêmes limites de quantification avaient été utilisées lors de l'analyse de mai 2023, la somme des 20 PFAS aurait été inférieure à 0,1 µg/l.

Par ailleurs, les résultats en AOF sur chaque mois indiquent que des composés organiques fluorés sont présents dans cette cuve. Il conviendrait de rechercher d'où pourraient provenir ces composés organiques fluorés.

Pour information, la cuve a été vidée le 19 juillet 2023 et le 21/12/2023 par l'entreprise CHIMIREC.

De plus, l'exploitant a également fait réaliser des analyses sur le broyat de matières PET diverses et sur le broyé de matières plastiques transparentes le 20 juin 2023 selon norme NF EN 13130-1. : « Matériaux et objets en contact avec les denrées alimentaires. - Substances dans les matières plastiques sujettes à des restrictions ». Les résultats sur les 25 PFAS analysés sont tous inférieurs à

la limite de qualité de 0,5µg/kg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Résultats des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : code de l'environnement, article L511-1
Thème(s) : Risques chroniques, Résultats des campagnes d'analyse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme évoqué au constat n°1, le prélèvement de novembre au niveau d'EP2 a montré la présence de PFOS à une concentration de 0,68 µg/l. Il conviendrait de rechercher d'où pourraient provenir ce PFOS, sachant que depuis 2010, la production, la mise sur le marché et l'utilisation de PFOS sont interdits.</p> <p>Comme évoqué au constat n°1, les résultats en AOF sur chaque mois indiquent que des composés organiques fluorés sont présents dans la cuve enterrée. Il conviendrait de rechercher d'où pourraient provenir ces composés organiques fluorés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant dans un délai de 2 mois de rechercher d'où pourraient provenir le PFOS mesuré dans les eaux pluviales et les composés organiques fluorés présents dans la cuve enterrée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des</p>

substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

La liste des substances PFAS a été demandée par deux courriers préfectoraux du 12/04/23 et du 23/10/2023.

Dans son courrier de réponse du 22/12/23, l'exploitant indique :

« Nous suivons une liste de nos matières premières ainsi que des produits chimiques que nous utilisons (incluant les produits utilisés dans le passé et arrêtés, sans pouvoir toutefois vous garantir leur exhaustivité) ; pour chacun de ses produits nous avons contacté les fournisseurs pour obtenir les FDS et les informations sur les substances contenues dans ceux-ci (notamment en leur communiquant le tableau des substances SVHC et PFAS récupéré sur le site du gouvernement ; comme vous le savez il s'agit d'un travail long et fastidieux pour lequel nous n'avons pas encore obtenu toutes les réponses, et pour ceux qui nous ont répondu nous n'avons à ce jour que des attestations d'absence de PFAS ».

Le jour de l'inspection, l'exploitant nous a présenté le tableau « PFAS fournisseurs » qui correspond au travail effectué pour toutes les matières premières (résines, matières en granulé, feuilles en bobines, adjuvants). Ce travail n'est pas terminé.

Il a également présenté le tableau « ENR QHSE18_Liste produits FAERCH » qui correspond à tous les produits chimiques utilisés dans lequel est indiqué la date de la FDS. L'exploitant nous a précisé que le travail d'analyse des FDS et de consultation des fournisseurs n'a pas été mené pour les produits chimiques.

L'exploitant nous a expliqué qu'il n'avait pas fini d'établir la liste des substances PFAS, pour se focaliser sur la réalisation de 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval sur le site) et de sondages de sol et dans l'attente des résultats des mesures qui permettront de juger de la contribution du site à la pollution aux PFAS des eaux souterraines.

Lors de l'inspection, l'exploitant nous a présenté le process et expliqué qu'il ne met pas en œuvre de matières contenant des PFAS. Les matières premières utilisées pour fabriquer les emballages sont du polystyrène (PS), du polypropylène (PP), du polyéthylène téréphtalate (PET) et du polychlorure de vinyle (PVC). L'air comprimé est utilisé dans les thermoformeuses pour démouler les emballages des moules, donc aucun produit démoulant n'est utilisé.

Lors la visite du site, il a été constaté la présence de bombes aérosol de dégrissant contenant du PTFE dans l'atelier « outillage-réparation ». Un employé nous a expliqué que par le passé des moules et des plaques figeuses revêtues de téflon ont été utilisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de finaliser dans un délai de 2 mois la liste des substances PFAS, en réalisant une recherche exhaustive de leur utilisation (produits chimiques, matériel utilisé,...) actuelle et passé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Étude historique

Référence réglementaire : courrier du 12/04/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Étude historique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>courrier préfectoral du 12/04/2023</u></p> <p>Dans ce cadre vous voudrez bien adresser à la DREAL en charge de l'inspection des installations classées (Unité interdépartementale des deux Savoie - 3 rue Paul Guiton à 74000 – Annecy), sous 2 mois les éléments suivants :</p> <p>1°) analyse historique des activités actuelles et passées, exercées sur le site</p> <p>Compte tenu de la présence d'une contamination en PFAS dans les eaux souterraines à proximité immédiate de votre site, une analyse historique devra déterminer si le site Faerch a pu contribuer, par ses activités actuelles ou passées, à cette pollution (type de composés utilisés, périodes d'utilisation, description des conditions de rejets, analyse des incidents/accidents, identification des déchets et modalités de gestion...).</p> <p>Dans l'affirmative, vous voudrez bien transmettre une liste complète et exhaustive de l'ensemble des substances per- et polyfluoroalkylées susceptibles d'avoir été utilisées ou rejetées par le site.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Courrier préfectoral du 23/10/2023 : Avis sur l'analyse historique :</u></p> <p>« Nous vous informons que l'analyse historique transmise n'est pas recevable, car celle-ci est très succincte et ne se prononce pas sur l'utilisation des PFAS dans votre procédé industriel. Or, l'analyse des eaux contenues dans votre cuve enterrée montre la présence de PFAS, avec un résultat pour la somme des 20 PFAS, compris entre 160 et 170 ng/l. De plus, la base de données «Activipoll » du BRGM, montre un indice de confiance de corrélation élevé (indice de 8/8) entre les activités exercées par votre société et les PFAS. Pour information, cette base de données répertorie et qualifie les corrélations entre les activités industrielles et les polluants qui peuvent leur être associés.</p> <p>Aussi, vous voudrez bien compléter votre analyse historique sous 1 mois, en identifiant les PFAS, utilisés actuellement sur votre site et susceptibles d'avoir été manipulés par le passé, et notamment ceux utilisés pour les activités de moulage. »</p> <p>Comme évoqué dans le constat précédent, dans son courrier de réponse du 22/12/23, l'exploitant a indiqué avoir commencé à travailler sur la liste des PFAS, à partir de la liste des matières premières et des produits chimiques utilisés. Comme vu dans le constat précédent, ce travail n'est pas terminé.</p> <p>D'après l'exploitant, depuis 1990, le site produit des emballages plastiques et les matières utilisées</p>

<p>n'ont pas changé. Le process n'utilise pas de matière PFAS. Lors du thermoformage, le film plastique est chauffé entre 120°C et 150°C. L'installation d'extrusion permet de transformer les granulés plastiques en film plastique en les chauffant entre 190°C et 300°C et sous une pression de 20 bar.</p> <p>L'exploitant nous a indiqué que des exercices incendie ont été effectués par le passé sur le site avec manipulation d'extincteurs, un départ de feu s'est également produit nécessitant l'utilisation de deux extincteurs.</p> <p>L'analyse historique fournie par l'exploitant dans son courrier du 20 juin 2023 doit être complétée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quelle utilisation des PFAS dans le procédé industriel ? - Utilisation de mousses incendie récemment ou par essais ? Où ? Quand ? - Evolution des produits utilisés - historique ? ...
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter son étude historique dans un délai de 2 mois et la transmettre à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse demandées par l'AM

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le laboratoire EUROFINS HYDROLOGIE CENTRE EST qui a réalisé les analyses est accrédité pour l'analyse des PFAS dans les eaux résiduelles.</p> <p>Le bureau d'étude APAVE Exploitation qui a réalisé les prélèvements est accrédité pour les prélèvements selon la norme NF EN ISO 17025 (accréditation valide du 03/06/2024 au 30/11/2028).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Exigences pour les prélèvements dans le cadre des campagnes d'analyse demandées par l'AM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : S'agissant de prélèvements dans une cuve de stockage de déchets et dans le réseau d'eaux pluviales, les prélèvements ponctuels peuvent se justifier car il n'existe pas de débit permanent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Précisions des mesures PFAS demandées par l'AM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Il a été constaté sur les bulletins d'analyse que la limite de quantification de 2 µg/L n'a pas toujours été respectée pour le paramètre AOF. Pour les prélèvements d'octobre et novembre 2023, sur le rejet EP2 la limite de quantification (LQ) de l'AOF était de 4 µ/L. Sur les rejets d'EP 1 en octobre la LQ de l'AOF est de 4µ/L. Sur les rejets d'EP 1 en novembre la LQ de l'AOF est de 10µ/L. Le laboratoire a parfois formulé l'observation suivante : « La nature de l'échantillon ne nous permet pas de tenir les limites de quantification habituelles. »
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant devra questionner le laboratoire pour obtenir les raisons techniques qui peuvent expliquer que la limite de quantification imposée par la réglementation n'a pas été respectée, et en faire part à l'inspection.</p> <p>En fonction des difficultés techniques rencontrées, une nouvelle campagne d'analyse devra être effectuée dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Déclaration des résultats GIDAF des mesures PFAS demandées par l'AM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a renseigné l'application GIDAF et transmis les rapports des trois campagnes d'analyses des PFAS.</p> <p>Il a été constaté pour l'AOF que la valeur de la limite de quantification a été renseignée sur GIDAF alors qu'il fallait renseigner « Résultat < LQ (non quantifié) ».</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra renseigner « Résultat < LQ (non quantifié) » lorsque le résultat de l'analyse est inférieur à la limite de quantification.</p> <p>L'inspection se charge d'invalider les déclarations de septembre 2023 à novembre 2023 pour permettre à l'exploitant de modifier les déclarations dans GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 49:</u> État des matières stockées</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations</p>

<p>classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p><u>Article 2.3.2. de l'AM du 15/04/2010 applicable aux activités relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2662 :</u></p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le tableau listant les produits chimiques. Toutefois, ce tableau n'indique aucune quantité.</p> <p>Il a également présenté la liste des matières premières et le tableau des rubriques indiquant la quantité maximale possible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra mettre à jour dans un délai de 2 mois l'état des stocks des produits chimiques et dangereux afin que les quantités apparaissent et le tenir à la disposition de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Schéma des réseaux d'eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2011, article 2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 2.3 : Collecte des effluents liquides :</u></p> <p>Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.</p> <p>Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées.</p>

<p>Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le dossier d'autorisation de 2011, le plan masse fait apparaître un réseau d'eaux industrielles en jaune avec des traits semblant raccorder ce réseau au réseau d'eaux pluviales, en deux endroits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au niveau de la cuve enterrée recueillant les eaux industrielles • suite au bac de récupération des condensats des compresseurs. <p>Or, l'exploitant a précisé que la cuve enterrée recueillant les eaux industrielles n'est pas raccordée au réseau d'eaux pluviales. Elle est vidangée dès qu'elle est pleine et les effluents sont traités comme des déchets.</p> <p>Le plan de terrassement de 2004 transmis par l'exploitant le jour de l'inspection, n'est plus à jour car il fait apparaître le décanteur-digester des eaux usées sanitaires qui a été retiré lors du raccordement au réseau du SILA en 2007.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour le plan des réseaux de son établissement dans un délai de trois mois et le tenir à la disposition de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Étanchéité de la cuve de collecte des eaux chargées

<p>Référence réglementaire : AP complémentaire du 14/04/2011, Article 2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité de la cuve de collecte des eaux chargées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Courrier préfet du 23/10/2023 :</u></p> <p>...De plus, il conviendrait également de produire tous les justificatifs permettant de garantir la bonne étanchéité de la cuve de collecte des eaux chargées, ainsi que l'ensemble des vérifications faites depuis sa mise en service. À défaut, il conviendrait de pouvoir réaliser des mesures de la qualité du sous-sol, au droit de ce stockage.</p> <p><u>Article 2.3 de l'AP complémentaire du 14/04/2011</u> « Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches »</p>
<p>Constats :</p> <p>La cuve EU2 hors-sol dite de « siliconage » située près des silos de matières premières qui recueille les condensats de l'installation d'extrusion d'une contenance de 10 m³ est à double paroi et présente une jauge de remplissage.</p> <p>La cuve EU1 enterré qui recueille les eaux de lavage de sol et de la maintenance est située à</p>

<p>l'extérieur à côté de l'atelier de maintenance. Elle est en béton et a une contenance de 3 m³. L'exploitant nous a précisé que la société de vidange qui intervient deux fois par an a indiqué qu'elle était en bon état. Pour autant, aucune vérification de l'étanchéité de cette cuve n'a été réalisée.</p> <p>Des sondages de sols ont été réalisés à proximité de la cuve (sondage S1). Le bureau d'étude n'a pas encore rendu son rapport définitif. Il a transmis les résultats bruts à l'exploitant.</p> <p>Cette cuve EU1 ne dispose pas de jauge de remplissage. Selon l'exploitant, en cas de débordement, le contenu refluerait dans le réseau du bâtiment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire effectuer un test de l'étanchéité de la cuve EU1 dans un délai de 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : diagnostic de la pollution du sous-sol

<p>Référence réglementaire : courrier du 23/10/2023</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, diagnostic de la pollution du sous-sol</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Vous nous avez indiqué, dans le courrier, que les eaux pluviales étaient jusqu'en 2008 infiltrés par puits perdus. Ainsi, vous voudrez bien nous confirmer que ces eaux étaient susceptibles d'avoir les mêmes caractéristiques que les eaux chargées de la cuve enterrée, et si tel était le cas, procéder à un diagnostic de la pollution du sous-sol. Ce diagnostic devra concerner les sols et les eaux souterraines au droit du site. Concernant les eaux souterraines, l'implantation d'un ouvrage de surveillance en amont hydraulique, ainsi que deux ouvrages en aval apparaissent un minimum requis pour caractériser la situation. Vous voudrez bien les mettre en place sous 3 mois.</p> <p>De plus, il conviendrait également de produire tous les justificatifs permettant de garantir la bonne étanchéité de la cuve de collecte des eaux chargées, ainsi que l'ensemble des vérifications faites depuis sa mise en service. À défaut, il conviendrait de pouvoir réaliser des mesures de la qualité du sous-sol, au droit de ce stockage.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Les sondages de sol ont été effectués en 4 points du site (S1 à S4) le 23/05/2024 lors des forages des piézomètres.</p> <p>Le sondage S1 a été effectué au droit de la cuve de stockage enterrée des effluents industriels (EU1). Les sondages S2 et S3 se situent au niveau des anciens puits perdu du site avant raccordement au réseau d'eau pluvial. Le sondage S4 se situe à proximité immédiate de la cuve extérieure récupérant les condensats et produits de dégazage du process d'extrusion.</p> <p>L'exploitant a transmis, lors de l'inspection, les résultats bruts des analyses sur les sols effectués</p>

par le bureau d'études INGEOS. Une interprétation des résultats par le bureau d'études est nécessaire.

Le bureau d'études n'a pas encore finalisé son rapport car les résultats des prélèvements des eaux souterraines effectués dans les piézomètres ne sont pas encore connus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de diagnostic des investigations sur les sols et les eaux souterraines du bureau d'études INGEOS lorsque celui-ci sera finalisé.

Type de suites proposées : Sans suite